



CINQUIÈME CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE

UN ENVIRONNEMENT POUR L'EUROPE

KIEV, UKRAINE
21-23 mai 2003

**INVITATION À UN PARTENARIAT
pour la mise en œuvre de l'Initiative de l'Asie centrale
pour le développement durable**

Présentée par

les gouvernements du Kazakhstan, du Kirghizistan, de l'Ouzbékistan,
du Tadjikistan et du Turkménistan

par l'intermédiaire du Groupe de travail spécial
composé de hauts fonctionnaires



NATIONS UNIES
COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

ECE/CEP/106/Rev.1
16 juin 2003

FRANÇAIS
Original: RUSSE

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ DES POLITIQUES DE L'ENVIRONNEMENT

Cinquième Conférence ministérielle

«Un environnement pour l'Europe»

Kiev (Ukraine), 21-23 mai 2003

**INVITATION À UN PARTENARIAT
pour la mise en œuvre de l'Initiative de l'Asie centrale
pour le développement durable**

Nous, représentants des Gouvernements de la République du Kazakhstan, de la République kirghize, de la République d'Ouzbékistan, de la République du Tadjikistan et du Turkménistan, des organisations internationales et non gouvernementales (ONG) et du secteur privé.

Notant l'importance géopolitique de l'Asie centrale dans la région de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU) pour la préservation et le renforcement de la sécurité, le maintien d'un environnement favorable à la vie et à la santé, la préservation de la diversité des paysages et de la biodiversité, le développement des transports transcontinentaux,

Constatant la forte vulnérabilité des écosystèmes d'Asie centrale aux interventions de l'homme et à l'utilisation irrationnelle de ressources en eau limitées qui ont conduit à la catastrophe écologique de l'Aral et créé de sérieux obstacles au développement futur de la sous-région,

Apportant leur contribution à l'application des décisions du Sommet mondial pour le développement durable et à la réalisation des Objectifs du Millénaire ainsi qu'aux manifestations consacrées à l'Année internationale de l'eau douce, et soutenant l'élaboration et la mise en œuvre de l'étape suivante du Programme du bassin de la mer d'Aral pour 2003-2010,

GE.03-31306

Saluant et soutenant les initiatives de partenariat mondiales et régionales telles que l'Initiative de l'Union européenne sur l'eau, le Partenariat mondial pour l'eau, le Partenariat international pour le développement durable des régions montagneuses et le partenariat «Est-Ouest» envisagé dans le cadre de la Stratégie environnementale pour les pays d'Europe orientale, du Caucase et de l'Asie centrale,

Soulignant qu'il importe de s'appuyer sur les organisations, programmes et projets existant en Asie centrale dans le domaine de la protection de l'environnement et de l'eau ainsi que de les développer encore sur la base des principes d'une gestion intégrée, de l'approche écosystémique et de la coopération intersectorielle,

Nous appelons:

1. À soutenir les efforts faits par les pays d'Asie centrale pour réaliser les objectifs prioritaires du développement durable énoncés dans le rapport sous-régional intitulé «L'environnement, l'eau et la sécurité en Asie centrale» et à développer l'Initiative de l'Asie centrale pour le développement durable annoncée au Sommet mondial pour le développement durable;
2. À commencer l'élaboration d'un accord multilatéral de partenariat de toutes les parties prenantes, visant à réaliser les objectifs prioritaires énoncés dans le rapport et à développer la nouvelle phase du Programme du bassin de la mer d'Aral jusqu'en 2010 lancée par les chefs d'État d'Asie centrale;
3. À coordonner les efforts de toutes les parties prenantes en vue de réaliser les objectifs du développement durable de la sous-région dans l'intérêt des générations présentes et futures.

ANNEXE

«L'ENVIRONNEMENT, L'EAU ET LA SÉCURITÉ EN ASIE CENTRALE»

Résumé du rapport

Doha - Quatrième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce, tenue à Doha (Qatar), novembre 2001

CIECGE - Commission inter-États d'Asie centrale chargée de coordonner la gestion de l'eau

CIDD - Commission interétatique du développement durable (Asie centrale)

Consensus de Monterrey - Conférence internationale sur le financement du développement, tenue à Monterrey (Mexique, 18-22 mars 2002)

FISMA - Fonds international de sauvetage de la mer d'Aral

INTRODUCTION

1. La sous-région de l'Asie centrale (République du Kazakhstan, République kirghize, République d'Ouzbékistan, République du Tadjikistan et Turkménistan), située au cœur du continent eurasiatique, occupe une superficie totale de 3 millions 882 000 km² et a une population de plus de 53 millions d'habitants. Elle borde l'Afghanistan et la République islamique d'Iran au sud, la Chine à l'est et la Russie à l'ouest et au nord.
2. Le développement de l'Asie centrale est tributaire depuis des temps immémoriaux des ressources agraires et en eau. La vie dans cette région a toujours tenu à l'agriculture et à l'élevage, ses principaux facteurs limitatifs étant la vulnérabilité des écosystèmes et l'eau. Les techniques d'irrigation ont commencé à y être activement appliquées dès les VI^e et VII^e siècles avant J.-C. Depuis, la population de la sous-région a été multipliée par sept et la superficie des terres irriguées a doublé.
3. Depuis le début des années 90, avec l'appui des programmes de donateurs et des programmes internationaux, de nombreux projets visant à résoudre les problèmes de l'environnement et du développement ont été exécutés en Asie centrale. Beaucoup ont enregistré des succès, mais la complexité de la période de transition en a réduit l'effet avec le temps. Il est apparu clairement qu'une autre approche s'imposait, fondée sur des processus à long terme et plus fiables, nécessitant l'intervention des parties prenantes et de la collectivité au sens large, en prenant appui sur les capacités propres de la région.
4. Au cours des préparatifs du Sommet mondial pour le développement durable, les pays d'Asie centrale ont élaboré précisément une telle approche et proposé une initiative de partenariat pour le développement durable propre à la sous-région (Action 21 pour l'Asie centrale), qui a été incorporée dans les documents finals du Sommet. Cette initiative prévoit d'intégrer les processus existants et de renforcer les mécanismes de coopération entre les secteurs, les pays et les bailleurs de fonds en vue de réaliser les objectifs communs de développement. Dans ce cadre, le Programme d'action pour l'amélioration de la situation environnementale et socioéconomique dans le bassin de la mer d'Aral pour la période 2003-2010, le Programme européen pour l'environnement et d'autres programmes et initiatives internationaux sont appelés à jouer un rôle important.

5. Le rapport intitulé «L'environnement, l'eau et la sécurité en Asie centrale», élaboré par des experts d'Asie centrale avec le soutien du Centre régional d'Asie centrale pour l'environnement, du Fonds international de sauvetage de la mer d'Aral (FISMA) et de la CEE-ONU met en évidence les principaux problèmes de l'Asie centrale et propose des mesures en vue de la réalisation des objectifs du développement durable compte tenu des engagements pris par les pays d'Asie centrale comme par les organisations et bailleurs de fonds internationaux.

I. ASIE CENTRALE: LE POTENTIEL NATUREL ET SOCIOÉCONOMIQUE

6. L'Asie centrale est un ensemble naturel unique composé d'une grande diversité d'écosystèmes, parmi lesquels les hautes cimes du Pamir, du T'ien Chan et des monts Altaï, de vastes steppes et déserts, d'anciens fleuves majestueux, une grande quantité de lacs parmi lesquels l'un des plus beaux et des plus profonds au monde - le lac Issyk-Koul. Les écosystèmes d'Asie centrale jouent un rôle important dans le maintien de l'équilibre écologique et du cycle hydrologique mondiaux.

7. La sous-région est riche en ressources naturelles et énergétiques. Le Turkménistan est le troisième producteur de gaz du monde. L'Ouzbékistan est le huitième producteur d'or du monde. Une part importante des réserves mondiales d'eau douce est concentrée dans les écosystèmes montagneux du Kirghizistan et du Tadjikistan. Le Kazakhstan est connu pour ses riches réserves en hydrocarbures et ressources minérales. Il existe en Asie centrale un important potentiel d'exploitation des énergies renouvelables et de l'énergie hydroélectrique.

8. L'Asie centrale est à la croisée de grands axes de communication. Le territoire de la sous-région est traversé par la grande ligne Turkestan-Sibérie et desservi par un réseau de voies ferroviaires. À travers l'Iran, elle a un débouché sur le golfe Persique, à travers l'Afghanistan et le Pakistan sur l'océan Indien, à travers la Chine sur la région de l'Asie-Pacifique. Le réseau routier, les communications, la navigation intérieure et les liaisons aériennes sont développés. L'infrastructure des transports présente également un grand potentiel de développement.

9. L'abondance de chaleur et d'énergie solaire, la fertilité suffisante des sols créent des conditions favorables au développement de l'agriculture. L'Ouzbékistan est le quatrième producteur de coton du monde. Les conditions naturelles sont propices à l'élevage en pâturage, le dense réseau fluvial et l'abondance de réservoirs artificiels permettent le développement de la pêche industrielle.

10. L'Asie centrale est réputée pour ses paysages uniques, la riche diversité de sa faune et de sa flore. Beaucoup de ses régions servent d'habitat naturel et de site de migration à différentes espèces végétales et animales et sont les foyers naturels d'espèces caractéristiques de la seule Asie centrale. Historiquement, ce sont aussi les lieux d'origine des espèces végétales sauvages dont sont issues les variétés cultivées. De nombreux animaux et plantes vestiges et endémiques d'importance mondiale se sont perpétués sur le territoire de l'Asie centrale.

11. Les États d'Asie centrale ont créé un certain potentiel social. Au niveau des chefs d'État, de nombreuses décisions importantes ont été prises, des organisations sous-régionales ont été créées et des programmes et projets communs lancés. Les pays de la sous-région développent activement leur coopération avec les programmes régionaux et internationaux, sont membres de

nombreuses organisations internationales et régionales et parties aux grands accords multilatéraux dans le domaine de l'environnement.

12. Bien que de nombreux problèmes ne soient pas résolus, le système d'accords et d'organisations sous-régionaux qui a été créé - le FISMA, la Commission inter-États d'Asie centrale chargée de coordonner la gestion de l'eau (CIECGE), la Commission interétatique du développement durable (CIDD) - a permis ces 10 dernières années de préserver la paix et la sécurité en Asie centrale et de ne pas répéter les conflits du passé liés à la pénurie de ressources agraires et en eau. Le FISMA est l'une des rares organisations sous-régionales véritablement représentatives dans le monde, puisque des chefs d'État en sont les fondateurs.

II. LES PRINCIPAUX RISQUES POUR LA SÉCURITÉ ET FACTEURS LIMITATIFS DU DÉVELOPPEMENT

a) La dégradation des écosystèmes - l'amenuisement de l'espace vital

13. L'un des traits saillants de l'Asie centrale est la vulnérabilité de ses écosystèmes. Elle se trouve dans l'espace écologique unifié des bassins fermés de la Caspienne et de l'Aral, sans débouché sur l'océan mondial, ce qui, en conjonction avec le climat aride, impose de sérieuses limitations d'ordre écologique à l'activité économique et au commerce.

14. Le développement sans précédent par son ampleur dans l'histoire contemporaine de l'agriculture irriguée dans le bassin de la mer d'Aral a excédé les possibilités de l'écosystème et en a causé la destruction. Le captage intensif a provoqué une baisse de 17 à 19 mètres du niveau de la mer d'Aral et une diminution de son volume de 75 %. À la fin des années 80, celle-ci s'était pratiquement asséchée, avec toute une série de conséquences délétères: forte détérioration de la qualité de l'eau et de la santé publique, désertification massive, salinisation des sols et formation de marais, diminution de la biodiversité et renforcement des effets négatifs sur le climat.

15. La priorité donnée à l'exploitation des ressources, attitude qui remonte à la période de la course aux armements, prévaut encore dans les méthodes de gestion des eaux des pays de l'Asie centrale. Malgré l'exemple éloquent du désastre de l'Aral, l'eau est principalement considérée du point de vue de l'agriculture et de l'énergie sans tenir compte de ses autres fonctions. Il s'ensuit une dégradation de la qualité de l'eau de boisson et de la santé publique, une baisse de la fertilité des terres et du rendement des cultures agricoles, une augmentation de la pauvreté, du chômage et des migrations.

16. La prospérité de l'Asie centrale dépend pour une grande part de l'équilibre naturel des zones de formation des rivières - les écosystèmes montagneux du Pamir, du T'ien Chan et de l'Altaï. Ces hautes chaînes montagneuses absorbent dans les couches supérieures de l'atmosphère l'humidité transportée par les masses d'air, lesquelles viennent principalement de l'océan Atlantique, et servent d'accumulateurs géants d'eau douce. Cependant, des processus de dégradation se développent dans les montagnes d'Asie centrale, notamment la déforestation et l'érosion, la pollution par les déchets et la réduction des pâturages. De 1957 à 2000, les glaciers du Pamir et de l'Altaï ont perdu plus de 25 % de leurs réserves en glace et ce processus se développe intensivement.

17. Depuis le milieu du siècle dernier, le couvert forestier de l'Asie centrale a diminué de 30 à 40 %. Les forêts de saxaouls et de plaine d'inondation (tougaïs) ont subi une pression anthropique particulièrement forte. Dans le seul bassin d'inondation de l'Amou-Daria, le couvert forestier est passé dans les dernières décennies de 150 000 hectares à 22-23 000 hectares. Ce processus se poursuit actuellement encore. Le dérèglement du régime hydrologique des rivières est pour beaucoup dans la dégradation des tougaïs.

18. La destruction des écosystèmes a provoqué une réduction considérable de la biodiversité. Le nombre d'espèces animales et végétales disparues ou menacées d'extinction est en augmentation. Dans certains cas, ces processus sont devenus irréversibles. La régularisation du débit des rivières et les pollutions ont entraîné une diminution des réserves de poisson. Dans toute l'Asie centrale, les prises de poisson dans les réservoirs naturels ont diminué de plus de 60 % depuis 1990.

19. L'état de l'écosystème de la mer Caspienne - le réservoir d'eau intérieure le plus grand du monde, unique par la diversité biologique de sa flore et de sa faune - suscite de vives inquiétudes parmi les États d'Asie centrale, les autres États riverains de la Caspienne et la communauté internationale. Le découplage des intérêts environnementaux et des intérêts économiques dans le bassin de la mer Caspienne constitue une menace pour cet écosystème unique.

20. Plus de la moitié du territoire de l'Asie centrale est en cours de désertification. La superficie des terres dégradées au Kazakhstan est de 179,9 millions d'hectares, soit 66 % du territoire, et elle atteint 80 % du territoire au Turkménistan et en Ouzbékistan. Si le rythme actuel de salinisation se maintient, en quelques décennies la plus grande partie des terres agricoles des bassins fluviaux deviendra impropre à l'agriculture et la salinisation des rivières les rendra impropres à l'approvisionnement en eau potable.

21. Aux nombreux polygones militaires, tels le polygone d'essais nucléaires de Semipalatinsk, le cosmodrome de Baïkonour ou encore le désert de l'Aralkoum de formation récente, connus dans le monde entier, ne cessent de s'ajouter de nouveaux foyers de désertification d'origine anthropique. Dans la sous-région, la capacité limite des écosystèmes a été dépassée de plusieurs fois.

b) L'approvisionnement en eau

22. Les disponibilités en eau ont de tout temps limité le peuplement et l'activité économique en Asie centrale. Les principaux cours d'eau sont le Syr-Daria et l'Amou-Daria (Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan), le Tchou et le Talas (Kirghizistan et Kazakhstan), le Tarim (Kirghizistan, Tadjikistan, Chine), l'Ili (Chine, Kazakhstan), l'Irtych (Chine, Kazakhstan, Russie), l'Oural, l'Ichim et le Tobol (Kazakhstan, Russie). Les lacs naturels, de même que les grands lacs artificiels ont une extrême importance. Dans la partie montagneuse du bassin de la mer d'Aral, on trouve plus de 4 000 grands et petits glaciers d'une superficie totale de plus de 4 000 km². En amont, on compte une bonne dizaine de retenues d'eau autorisant un écoulement total régularisé de 30 milliards de m³.

23. Le lac Sarez, qui s'est formé à une altitude de 3 000 m dans la chaîne du Pamir au Tadjikistan à la suite du tremblement de terre de 1911, contient une quantité considérable d'eau douce (17 à 20 km³). Mais aujourd'hui ce lac représente un danger considérable car la rupture du barrage naturel pourrait avoir des conséquences catastrophiques. Un autre danger est celui du risque de rupture des digues et canaux qui sillonnent le territoire de l'Asie centrale par suite d'une longue exploitation et de l'absence de moyens d'entretien. La population rurale n'est pas en mesure de résoudre par elle-même de tels problèmes.

24. La croissance démographique et le développement économique ont fait augmenter considérablement les besoins en eau. Les prélèvements annuels d'eau de surface et souterraine dans les pays d'Asie centrale varient de 20 % des réserves (Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan) à 80 à 90 % (Ouzbékistan, Turkménistan). Aujourd'hui, les besoins sont satisfaits pour l'essentiel aux dépens de l'écosystème, mais le déficit en eau a déjà des effets négatifs sur la situation socioéconomique. Par exemple, en aval de l'Amou-Daria, ces dernières années, la quantité d'eau fournie a représenté moins de 50 % de la limite de prise d'eau agréée, laquelle était elle-même inférieure à la demande. Le déficit continuera d'augmenter, compte tenu surtout de la croissance démographique de l'Asie centrale, de l'augmentation de la prise d'eau en Afghanistan, de l'aggravation des processus de désertification et du changement climatique.

25. La continentalité et l'aridité du climat, une répartition territoriale et saisonnière très inégale des ressources en eau font peser des contraintes supplémentaires sur le régime d'utilisation des eaux en Asie centrale. Le déséquilibre des intérêts en matière d'énergie et d'irrigation, les fluctuations saisonnières de la consommation d'eau conduisent à une accentuation des conflits entre les secteurs économiques et les pays. L'Afghanistan, autre gros consommateur d'eau du bassin de la mer d'Aral, peut quant à lui exiger une augmentation de la part qui lui revient pour son développement économique et social. Cela fait également peser des contraintes supplémentaires sur l'harmonisation des intérêts dans la sous-région.

26. L'une des plus grandes masses d'eau du continent eurasiatique, le lac Balkhach, joue un rôle important dans le maintien de l'équilibre naturel et climatique dans la région. Selon les experts, son ensablement et sa salinisation peuvent avoir des conséquences du même ordre que la tragédie de la mer d'Aral. La tendance néfaste à la dégradation de l'écosystème est renforcée par la construction d'ouvrages hydrauliques en Chine. L'Irtych est un autre cours d'eau soumis à une grande pression anthropique. Le prélèvement d'eau en territoire chinois, compte tenu des tendances climatiques actuelles et de la réduction du débit, risque d'avoir des conséquences catastrophiques pour l'économie et l'écologie du Kazakhstan et de la Russie.

27. Il convient de reconnaître qu'aucune branche de l'économie n'utilise de manière suffisamment efficiente les ressources en eau, en particulier l'agriculture irriguée. La majeure partie des pertes en eau est causée par une gestion inefficace et des techniques dépassées. D'après les experts, ces pertes atteignent 37 % du volume global de la fourniture d'eau. Dans le secteur de la production, l'augmentation des pertes des conduites maîtresses et du réseau de distribution est liée à la dégradation de l'état des matériels techniques.

28. Le niveau de la consommation d'eau par habitant en Asie centrale est en moyenne double de celui des pays développés. Et pourtant, les besoins courants de la population restent insatisfaits: ils sont couverts pour 62 à 90 % dans les villes et 70 à 76 % à la campagne. Les

pollutions, actuelles et anciennes, aggravent encore le problème de la pénurie d'eau salubre. Il subsiste un risque important de contamination du Syr-Daria par les déchets radioactifs toxiques provenant des bassins de réception des résidus et des stériles d'extraction du bassin de la rivière Maïli-Suu. La pollution provenant des pesticides et engrais minéraux pose également un grand problème.

29. La situation de l'approvisionnement en eau potable salubre de la population empire tous les ans dans la sous-région. Au Kazakhstan, près de 4 millions d'habitants n'ont pas l'eau courante, 14 % de la population urbaine et 27 % de la population rurale n'ont pas accès à l'eau potable salubre et 16,5 % de la population prélèvent leur eau de boisson dans les eaux libres. Au Tadjikistan, près de 40 % de la population vont chercher l'eau à la source. La hausse des tarifs de l'eau, l'absence de transparence dans la fixation des prix et de mécanismes de contrôle public contribuent à exacerber les tensions sociales.

30. Le résultat de cette situation est que dans la région de l'Aral, 80 % des femmes enceintes souffrent d'anémie et que l'incidence de l'anémie parmi les enfants est six fois plus élevée que la moyenne en Asie centrale. Les taux de mortalité, notamment maternelle et infantile, restent dans la sous-région parmi les plus élevés et ne montrent pratiquement aucun signe de baisse. Les maladies intestinales sont l'une des causes les plus fréquentes de mortalité infantile. Le nombre d'enfants qui décèdent de maladies infectieuses est plus de cinq fois supérieur à celui des pays d'Europe orientale. L'augmentation de la morbidité, les taux élevés de mortalité maternelle et infantile font peser de réelles menaces sur le fond génétique et les générations futures.

31. L'eau est un facteur clef pour la prospérité des pays d'Asie centrale. La qualité de la vie, le développement futur de la sous-région dépendront pour beaucoup des disponibilités en eau salubre. Les écosystèmes des bassins hydrographiques rendent ces pays solidaires. Toute modification du régime d'utilisation dans un pays affecte inévitablement les intérêts des autres. La nécessité d'un régime commun de gestion des bassins hydrographiques de l'Asie centrale découle des conditions naturelles mêmes et impose l'élaboration et la mise au point de mécanismes de coopération.

III. GESTION ET CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES

32. En Asie centrale, le lien de causalité entre l'utilisation irrationnelle de l'eau et la pénurie d'eau, la baisse des rendements agricoles, l'augmentation de la morbidité, la paupérisation et la multiplication des conflits est manifeste. Les principales causes de l'apparition de ces problèmes de développement sont une gestion inefficace, la non-participation de la société civile, un faible recours aux services des experts mondiaux, l'insuffisance criante des échanges d'informations, des programmes d'éducation et des capacités.

33. Dans la Déclaration d'Almaty, les chefs d'État d'Asie centrale ont reconnu qu'il fallait gérer les ressources des rivières transfrontières dans le respect de l'environnement, de façon équitable et rationnelle, sans se causer de dommages réciproques. Dans la Déclaration de Noukous, les mêmes chefs d'État ont souscrit sans réserve aux dispositions des instruments internationaux, notamment ceux qui ont trait à la protection des eaux transfrontières.

L'économie hydraulique, dans son état actuel, répond principalement aux intérêts de l'agriculture et non à ceux de toutes les branches de l'économie. L'organisation de la gestion des eaux doit être modernisée de sorte à traiter sur un pied d'égalité les intérêts de l'irrigation, de l'industrie hydroélectrique et des autres branches, à respecter les priorités de l'approvisionnement en eau, des économies d'eau, etc., à consacrer le principe de l'égalité en droits et en responsabilités de tous les usagers.

34. L'approche écosystémique permet d'évaluer de toute autre façon l'importance et le rôle des ressources en eau d'Asie centrale, ainsi que l'importance des grandes étendues d'eau de la sous-région, telles que la mer d'Aral. Les glaciers du Kirghizistan et du Tadjikistan et les réserves d'eau de la sous-région sont importants pour la préservation de l'équilibre mondial comme pour la sécurité et le développement durable non seulement de l'Asie centrale mais aussi des régions avoisinantes.

35. La gestion de la qualité de l'eau est indissociable de la gestion des ressources en eau. Il existe cependant une certaine concurrence entre les différents ministères chargés de protéger l'environnement qui, malgré les accords qu'ils passent entre eux, ne coopèrent pas comme ils le devraient. Il conviendrait qu'ils conjuguent leurs efforts non pas tant sur la base de protocoles et d'accords que sur celle d'objectifs communs: l'important demeure l'intégration des objectifs et des priorités.

36. L'insuffisance des capacités est un gros obstacle à la mise en place d'une gestion efficace. Les possibilités limitées des ministères, sans cesse soumis à des restructurations et réductions d'effectif alors qu'ils ont vocation à défendre l'intérêt public, ainsi que la faiblesse de la société civile et des ONG qui représentent l'opinion des collectivités locales et se préoccupent de l'environnement ne permettent pas de mettre en œuvre dans la pratique les recommandations en matière de gestion. L'insuffisance des capacités concerne non seulement le domaine technique mais aussi le domaine de l'éducation, la pratique de l'analyse ou encore la volonté de coopération.

37. On remarque que la majorité des experts nationaux et internationaux s'accordent à penser que le processus d'élaboration des accords sur les problèmes concrets des relations interétatiques dans le domaine de l'eau pourra s'accélérer après l'adoption par les pays d'Asie centrale d'une stratégie commune d'utilisation rationnelle et de protection des écosystèmes, et lorsque le statut des commissions de coordination aura été rehaussé dans la région. Dans la Déclaration de Douchanbé, les chefs d'États d'Asie centrale ont appelé à donner au FISMA le statut d'organe de l'ONU. Le rehaussement du statut de cette instance permettrait d'améliorer grandement la coordination des programmes et projets en cours dont l'objet est de réaliser les objectifs du développement durable.

Action 21, par. 38.30: Les commissions régionales devraient éventuellement jouer un rôle de premier plan dans la coordination des activités régionales et sous-régionales mises en œuvre par les organes sectoriels et autres organismes des Nations Unies et aider les pays à atteindre un développement durable.

IV. LE PARTENARIAT, FONDEMENT DE LA RÉALISATION DES OBJECTIFS PRIORITAIRES

38. Il n'est pas possible de résoudre les problèmes de la protection de l'environnement sans partenariat. Le partenariat est essentiellement un nouveau type de relations entre les États, les sociétés, les organisations internationales, les entreprises, les bailleurs de fonds et les bénéficiaires. L'Asie centrale a lancé une initiative de développement durable de la sous-région, Asie centrale - Action 21, qui suppose un renforcement de la coopération en vue d'atteindre un consensus sur les objectifs communs, d'échanger librement des informations et de faire participer les parties prenantes à la prise des décisions.

39. La Convention d'Aarhus peut jouer un rôle essentiel dans le renforcement des capacités et le développement du partenariat. Néanmoins, le rôle des organisations de la société civile et leur participation aux programmes en cours de réalisation restent faibles. Ceci s'explique tant par l'insuffisance propre des capacités des ONG, la précarité de leur financement et de leurs moyens techniques, que par le fait que les organismes publics se montrent peu disposés à les faire participer en tant que partenaires à part entière à leurs programmes, ainsi que par la fragilité des assises juridiques sur lesquelles repose le fonctionnement de la société civile.

40. Des actions communes des pays de l'Asie centrale pourraient être effectuées plus efficacement avec la participation d'organisations internationales et de bailleurs de fonds, qui pourraient se porter garants des accords conclus. Les systèmes de gestion peuvent tout autant recevoir un fort appui de l'extérieur.

41. Il convient de noter que les cadres juridiques qui régissent actuellement les relations entre les pays de l'Asie centrale comme entre la sous-région et la communauté internationale ne permettent pas d'exploiter au maximum tant les capacités propres à la sous-région que les possibilités offertes par la communauté internationale. Pour résoudre les problèmes de l'environnement, de l'eau et de la sécurité, il faut créer de nouveaux cadres de coopération intersectorielle et sous-régionale. On pourrait partir d'un accord multilatéral et d'un programme commun élaborés conjointement par toutes les parties au processus - les pays, les bailleurs de fonds, les entreprises et le secteur privé - dans le but d'exprimer les objectifs arrêtés d'un commun accord ainsi que les modalités de leur réalisation, de leur promotion, de contrôle et de responsabilisation des exécutants.

42. Les décisions prises dans le cadre de la préparation du Sommet mondial pour le développement durable (le Sommet du Millénaire, les Déclarations de Monterrey, Doha, Johannesburg ainsi que l'Initiative de l'Union européenne «De l'eau pour la vie») ont jeté les bases d'un nouveau type de relations entre les pays et les régions, fondé sur les principes d'une gestion efficiente et du partenariat, système dans lequel les gouvernements, les organisations internationales, les bailleurs de fonds et les principaux groupes peuvent se libérer du carcan des obstacles administratifs et sectoriels pour résoudre des problèmes complexes et multifactoriels. Il a été proposé à Monterrey de créer «un partenariat global ... reposant sur des engagements de pays développés comme de pays en développement».

43. La proposition d'accord régional a été faite dans le document intitulé «Aperçu des progrès de l'Asie centrale dans la mise en œuvre du Programme Action 21» et la Déclaration de la CIDD au Sommet mondial pour le développement durable: «Nos pays proposent d'introduire un mécanisme économique permettant les échanges dette-nature et la signature d'un accord sous-régional». L'institution du partenariat créée par l'accord régional sera à la base d'une gestion efficiente et d'une coopération intersectorielle et interétatique en faveur du développement durable et de la sécurité de l'Asie centrale.

44. Les principales composantes d'un accord régional peuvent être les suivantes:

- Confirmation de la volonté politique au plus haut niveau et adoption d'un certain nombre d'engagements des pays d'Asie centrale en vue d'atteindre les objectifs du développement durable;
- Accord avec les bailleurs de fonds sur une aide extérieure et la participation de l'Asie centrale à l'exécution des décisions interdépendantes de Johannesburg, Monterrey, Doha et Davos concernant la mobilisation d'un financement extérieur et interne;
- Élaboration et signature d'instruments juridiques internationaux sur les questions touchant les problèmes transfrontières, l'environnement et la sécurité en Asie centrale;
- Création d'une commission sous-régionale de l'ONU en Asie centrale, renforcement et élargissement du mandat des organisations sous-régionales existantes et création d'une instance publique pour débattre des problèmes du développement;
- Organisation d'un grand débat sur les objectifs du développement durable et les mesures permettant de les atteindre entre le public, les structures gouvernementales, les entreprises et les autorités locales et participation de toutes les parties prenantes au processus de prise de décisions;
- Renforcement des capacités des ONG, des ministères de l'environnement et des organismes de gestion des eaux pour qu'ils s'acquittent des engagements pris;
- Création du portail informationnel sur le développement de l'Asie centrale;
- Création d'une fondation pour le développement durable de l'Asie centrale avec la participation des gouvernements, des bailleurs de fonds, des entreprises et de la société civile;
- Élaboration et exécution de projets visant à assurer la réalisation des objectifs et le respect des engagements.

45. Tout partenariat, comme on le sait, doit reposer sur des objectifs communs. Ces objectifs doivent correspondre aux priorités nationales et sous-régionales, ainsi qu'aux obligations assumées précédemment par les pays de l'Asie centrale dans le domaine de l'environnement, de l'eau et du développement durable. En outre, ces objectifs doivent être assortis d'indicateurs quantitatifs et de calendriers d'exécution.

V. PRINCIPAUX OBJECTIFS ET ENGAGEMENTS

46. Pour résoudre les principaux problèmes touchant l'environnement, l'eau et la sécurité, les experts, puis les organismes publics ont défini les objectifs ci-après:

Objectif 1. Assurer le fonctionnement durable des écosystèmes des bassins hydrographiques, qui sont d'une importance vitale pour les activités humaines. Prévenir la dégradation des écosystèmes des bassins hydrographiques, essentiels à la viabilité de la sous-région.

Objectif 2. Utilisation rationnelle de l'eau potable et accès à celle-ci. Approvisionnement de la population, de l'industrie et des écosystèmes en eau de qualité appropriée et en quantité suffisante.

Objectif 3. Partenariat intersectoriel et renforcement des capacités. Création et renforcement des mécanismes de conciliation des intérêts et renforcement des possibilités du secteur privé comme des organismes de protection de l'environnement et de gestion des eaux.

47. La réalisation de ces objectifs, conformes aux Objectifs du Millénaire (adoptés au Sommet du Millénaire, le 6 septembre 2000), favorisera également la sécurité régionale et mondiale et la réduction de la pauvreté et doit tenir compte d'un certain nombre de facteurs: la croissance démographique de l'Asie centrale (qui, selon les prévisions, devrait être de 41 % de 1995 à 2025); la croissance économique des différents pays d'Asie centrale; l'augmentation du prix de l'eau résultant de la croissance démographique et de la hausse du coût de l'épuration; la minéralisation croissante de l'eau et le développement des processus de salinisation des terres; l'usure des systèmes d'irrigation et du réseau de canalisations ainsi que l'insuffisance des moyens consacrés à leur remise en état; la fonte des glaciers due au changement climatique mondial.

VI. INDICATEURS

Objectif 1. Assurer le fonctionnement durable des écosystèmes des bassins hydrographiques d'importance vitale pour l'activité humaine.

1.1. Rabattement du niveau de l'eau des barrages pour les besoins des écosystèmes

Procéder à des lâchures sanitaires dans les rivières afin d'en préserver le caractère d'écosystème aquatique. Garantir la fourniture d'eau dans la partie méridionale de la région de l'Aral pour maintenir le système des terres humides (5,5 à 8 km³ par an), dans le delta du Syr-Daria (pour conserver le système des terres humides) et dans la «petite mer» - 5 km³ par an. Réserver 20 km³ d'eau par an à l'horizon 2015 aux besoins écologiques du bassin de la mer d'Aral est considéré comme un objectif réaliste et acceptable sur le plan politique, que l'on peut atteindre en réalisant des économies d'eau sur tous les types de consommation.

1.2 Stabiliser les processus de salinisation des terres irriguées et d'entraînement des sels des zones irriguées vers les rivières. Ceci suppose l'introduction de techniques de conservation de l'eau dans l'agriculture irriguée, la remise en état et le perfectionnement des systèmes de drainage, le recyclage des écoulements restitués. Les processus d'accumulation de sels toxiques

peuvent être stabilisés sur 20 % de la superficie totale des terres irriguées dans la région. Quinze pour cent des eaux d'assainissement et des écoulements restitués peuvent être recyclés à l'horizon 2010-2015. L'importance de cet objectif a été soulignée dans la Déclaration de Douchanbé des chefs d'État d'Asie centrale en date du 6 octobre 2002.

1.3. Porter à 15 % des sources d'énergie primaires la part des sources d'énergie renouvelables
Cet objectif devrait être atteint en augmentant l'exploitation du potentiel hydroélectrique (la capacité des rivières de montagne du Tadjikistan se situe au troisième rang dans le monde, avec des ressources hydrauliques d'une capacité hydroélectrique brute de 527 000 GW par an, la capacité du Kirghizistan étant de 162 500 GW par an, celle du Kazakhstan de 110 000 GW par an et celle de l'Ouzbékistan de 88 000 GW par an).

L'initiative énergétique de l'Union européenne: l'UE propose aux pays bénéficiaires d'augmenter d'au moins 15 % d'ici à 2010 la part des sources d'énergie renouvelables dans les sources d'énergie primaires, d'augmenter l'efficacité énergétique.

1.4. Augmenter la superficie des aires spécialement protégées dans les deltas et les zones de formation du débit fluvial, et y assurer un régime de protection intégrale de la nappe phréatique.

1.5. Augmenter le boisement des montagnes, réduire l'érosion des terres montagneuses, augmenter la capacité de rétention de l'humidité des écosystèmes des montagnes. «Il convient d'accroître les activités de lutte contre l'érosion, d'assurer le renouvellement des peuplements forestiers, leur extension et leur protection, étant donné que c'est là l'un des principaux objectifs du développement durable des zones montagneuses.»

1.6. Intégrer le programme de protection de l'environnement de la mer Caspienne dans l'activité économique. «Faire passer le statut du programme de protection de l'environnement de la mer Caspienne au rang de programme de développement durable du région Caspienne, l'intégrer dans les programmes économiques des États riverains de Caspienne, ainsi que dans les projets de développement des nouvelles technologies et des entreprises.»

Objectif 2. Utilisation rationnelle de l'eau et accès à l'eau potable

2.1. Réduire de 20 % les pertes d'eau non productives dans l'agriculture irriguée d'ici à 2010.

La réduction des pertes prévisibles à tous les niveaux de distribution jusqu'à celui des exploitations sera possible grâce à l'application des principes de la gestion intégrée des ressources en eau. Il convient d'accorder une attention particulière aux incitations et à l'application de mesures de conservation de l'eau à faible intensité de capital au niveau de l'exploitation ou du champ (où se produisent actuellement jusqu'à 50 % de toutes les pertes d'eau). Il est nécessaire d'élaborer une législation sur les économies d'eau et un programme spécial d'investissements dans la conservation de l'eau.

2.2. Développement des branches d'activité faiblement consommatrices d'eau, notamment l'agriculture pluviale. Il est proposé dans les projets de gestion de l'eau et des sels de ne plus accroître les superficies emblavées en coton, mais compte tenu de l'augmentation de la population, il y aura de toute façon une forte croissance de la production de cultures céréalières et fourragères.

2.3 À l'horizon 2015, réaliser les normes spécifiques optimales de consommation domestique par habitant à l'échelle régionale. Les normes de consommation d'eau potable ne devraient pas dépasser 250 litres par jour par habitant dans les villes et 100 litres par jour par habitant dans les campagnes d'ici à 2015.

2.4 Remise en état des systèmes d'alimentation en eau. L'objectif est d'agrandir le réseau d'alimentation en eau pour desservir jusqu'à 99 % de la population urbaine et 60 % de la population rurale.

2.5 Réduire de 30 à 40 % la consommation spécifique d'eau non réutilisée dans l'industrie, grâce peut-être à l'introduction de techniques modernes permettant d'économiser les ressources par recyclage de l'eau.

2.6 Améliorer la gestion des rejets dangereux dans les bassins versants des rivières transfrontières. Cet objectif est à atteindre par la réalisation de projets régionaux communs, l'harmonisation des textes législatifs nationaux avec les normes de l'UE dans le domaine de la gestion des déchets et du contrôle de leur utilisation, l'élaboration de mécanismes économiques incitant à l'introduction de techniques propres et à la minimisation des déchets, l'introduction de techniques moins polluantes et d'une production sans déchets, et la minimisation des déchets.

Objectif 3. Partenariat intersectoriel et renforcement des capacités

3.1 Existence d'une structure politique favorisant un large dialogue public et la réalisation des objectifs du développement durable - création d'une commission du développement durable sous l'égide de l'ONU en Asie centrale. «Il est nécessaire de créer une commission spéciale de l'ONU chargée de coordonner l'activité des organisations internationales et des pays donateurs, en vue de résoudre les problèmes du bassin de la mer d'Aral.»

3.2 Adhésion à la Convention de la CEE-ONU sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux. Les chefs d'État d'Asie centrale ont déclaré pleinement appuyer les accords internationaux, notamment ceux qui ont trait à la protection des eaux transfrontières. Il est indispensable d'élaborer des normes et accords interétatiques et régionaux en matière d'études d'impact sur l'environnement et de mécanismes de compensation. L'objectif prioritaire est de faire l'inventaire de toutes les formations aquatiques et d'élaborer un cadre de référence pour la répartition de l'eau entre les États. Autre objectif: la ratification des conventions par les pays d'Asie centrale et la création du mécanisme sous-régional de leur application.

3.3 Élaboration et introduction d'une approche intégrée de la solution des problèmes de gestion des ressources en eau et de l'environnement dans la sous-région, tout d'abord au niveau national (la priorité étant donnée aux projets pilotes des cours inférieurs de l'Amou-Daria et du Syr-Daria). Création d'associations d'usagers de l'eau, de conseils de l'eau et autres associations privées d'exploitants agricoles.

3.4 Développement d'un «partenariat régional de l'eau en Asie centrale» qui tienne compte de l'importance sociale, économique et environnementale de l'eau et auquel puissent participer les représentants de toutes les parties prenantes, notamment les ONG.

3.5 Liberté d'accès aux informations sur l'état de l'environnement et des ressources naturelles, notamment aquatiques, leur gestion et leur utilisation. La réalisation de cet objectif permettra d'élaborer et d'introduire des systèmes d'information transparents en matière de gestion, d'évaluation, de prévision, d'utilisation et de protection des ressources en eau, en développant en même temps des systèmes de communication à tous les niveaux de la hiérarchie (associations de gestion du bassin hydrographique, organismes de gestion de l'eau et usagers) dans le but d'obtenir une amélioration du processus de prise de décisions.

3.6 Doubler les possibilités d'accès de la société civile et des structures gouvernementales à l'Internet, de même que le nombre d'émissions et de publications consacrées à l'environnement dans les médias.

3.7 Dans le domaine de l'éducation, doubler le nombre de cours et programmes d'enseignement des sciences de l'environnement.

48. Les objectifs susvisés et les mécanismes d'application nécessaires peuvent constituer la base d'un accord de partenariat entre les pays d'Asie centrale, les bailleurs de fonds et les organisations internationales. Un tel accord pourrait être annoncé à la prochaine Conférence ministérielle paneuropéenne de mai 2003 en tant que contribution des pays d'Asie centrale et de la communauté internationale à la réalisation des Objectifs du Millénaire et des engagements et décisions du Sommet mondial pour le développement durable.

CONCLUSION

49. Forts d'une expérience décennale, les nouveaux États indépendants d'Asie centrale ont constaté que les efforts dispersés des différents secteurs, pays ou organisations internationales ne permettaient pas d'obtenir les résultats escomptés ni de résoudre les graves problèmes qui se posent dans le domaine de l'environnement et du développement de l'Asie centrale. Il y faut une autre approche, fondée sur des processus à long terme et propres à chaque pays, faisant intervenir les parties prenantes et le grand public, intégrée dans les programmes et accords internationaux et s'appuyant sur l'expérience accumulée au plan mondial comme sur leurs capacités propres.

50. Les pays d'Asie centrale ont élaboré une telle approche et proposé une initiative de partenariat incorporée dans le plan d'application des décisions du Sommet mondial pour le développement durable. Ce processus, venu de la base, lancé à l'initiative des pays d'Asie centrale en partenariat avec les programmes régionaux et mondiaux, doit constituer le fondement indispensable du développement des réformes démocratiques en cours dans la sous-région, de la préservation des écosystèmes et de l'utilisation rationnelle des ressources.

51. À la réunion sous-régionale consultative d'Almaty tenue les 30 et 31 janvier 2003, les hauts responsables des secteurs de la protection de l'environnement et de la gestion des eaux des pays d'Asie centrale, avec la participation de représentants des organisations internationales et du secteur associatif, des entreprises et des pays donateurs ont cerné les objectifs prioritaires de développement de la sous-région et adopté une proposition d'élaboration d'un accord de partenariat des pays d'Asie centrale avec les organisations intéressées, les pays donateurs, les institutions régionales et internationales, en vue d'honorer les obligations et engagements assumés à l'issue du Sommet mondial pour le développement durable.

52. Les objectifs prioritaires assortis d'indicateurs quantitatifs proposés dans le rapport aideront à étayer les efforts des différents secteurs, des organisations intéressées et des pays donateurs, à mieux exploiter les capacités tant des pays eux-mêmes que de la communauté internationale tout entière. La préservation des écosystèmes, l'utilisation rationnelle de l'eau, l'affermissement d'un partenariat intersectoriel et le renforcement des capacités sont des conditions nécessaires à la stabilité et à la préservation de la sécurité nationale et régionale.

53. Dans le cadre de la mise en œuvre des décisions susmentionnées, les pays d'Asie centrale ont créé des groupes de travail intersectoriels composés de représentants des pays d'Asie centrale, des organisations sous-régionales, des secteurs de l'économie, de l'eau et de l'écologie, en vue de mettre en commun les efforts visant à élaborer un futur programme de développement durable des pays du bassin de la mer d'Aral. Ce programme doit permettre de tenir compte de toute l'expérience accumulée au plan international, de mettre en place un mécanisme de coordination et d'application, d'assurer une large participation de la société civile et le renforcement des capacités. Un tel programme doit être présenté en août 2003 au Forum international de l'eau douce, à Douchanbé, pour adoption au plus haut niveau.

54. Afin de consolider le socle politique sur lequel se fonde le processus d'élaboration et de mise en œuvre de l'Initiative de l'Asie centrale pour le développement durable, les institutions et mécanismes sous-régionaux déjà créés par les chefs d'État d'Asie centrale seront encore renforcés. Conformément à la déclaration des chefs d'État d'Asie centrale, les négociations tendant à conférer au FISMA le statut d'organe de l'ONU (analogue à celui de la Commission de haut niveau pour le développement durable en Asie centrale) ont commencé.

55. Sur la base des principes de partenariat et de la Convention d'Aarhus s'organisera un large processus de consultations publiques et d'implication de la société civile ainsi qu'un processus technique de planification et de réalisation de projets et programmes concrets en vue de la mise en œuvre des obligations et engagements assumés. Pour chaque objectif, on élaborera un plan d'actions concrètes, intégré dans les processus effectivement en œuvre dans les pays d'Asie centrale et tenant compte des intérêts de toutes les parties prenantes et de la protection de l'environnement. Le processus de partenariat entre les secteurs et les pays engagé en Asie centrale sera développé et appuyé par toutes les parties prenantes. Le mécanisme de coordination amélioré permettra d'en garantir la continuité et la consolidation.

56. L'expérience des pays d'Asie centrale en matière de coopération, leurs initiatives et les mécanismes de coopération qu'ils ont créés augurent bien de la réalisation intégrale des objectifs déclarés par la sous-région et des engagements pris. Dans la sous-région de l'Asie centrale, qui était, est et restera la maison commune de nombreux peuples et de millions d'individus, vivra une population saine en harmonie avec le milieu naturel, à l'abri de la faim et de la soif.
